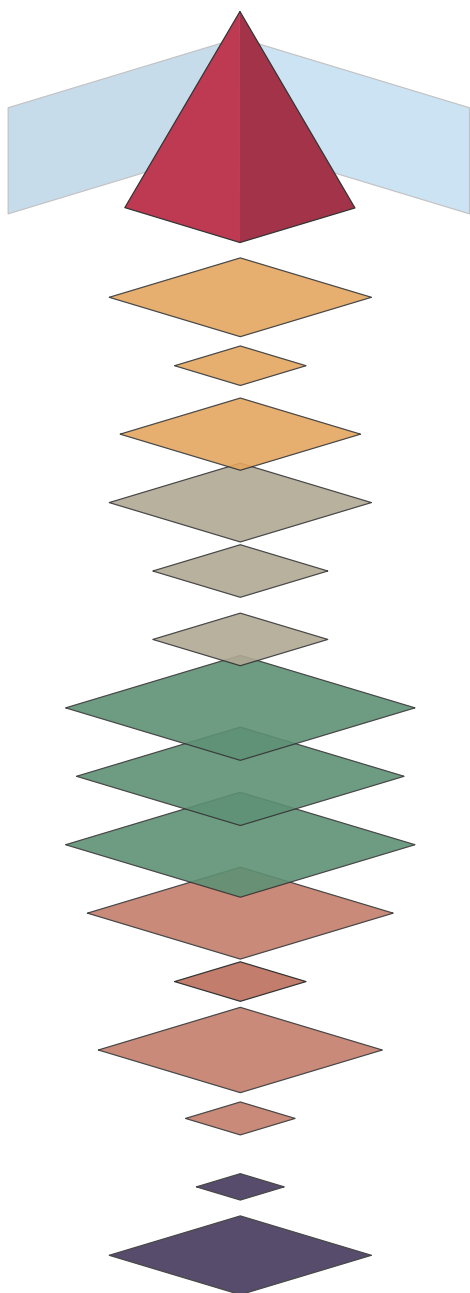




# MADAGASCAR



5,58

## SCORE DE CRIMINALITÉ

70<sup>e</sup> sur 193 pays

20<sup>e</sup> sur 54 pays africains

3<sup>e</sup> sur 13 pays d'Afrique australe



### MARCHÉS CRIMINELS

5,27

TRAITE DES PERSONNES 6,00

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 3,00

RACKET D'EXTORSION ET  
CHANTAGE À LA PROTECTION 5,50

TRAFIC D'ARMES 6,00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 4,00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS  
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 4,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 8,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 7,50

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES  
NON RENOUVELABLES 8,00

COMMERCE D'HÉROÏNE 7,00

COMMERCE DE COCAÏNE 3,00

COMMERCE DE CANNABIS 6,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 2,50

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 2,00

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 6,00



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,90

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 4,50

RÉSEAUX CRIMINELS 5,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 8,00

ACTEURS ÉTRANGERS 6,50

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 5,50

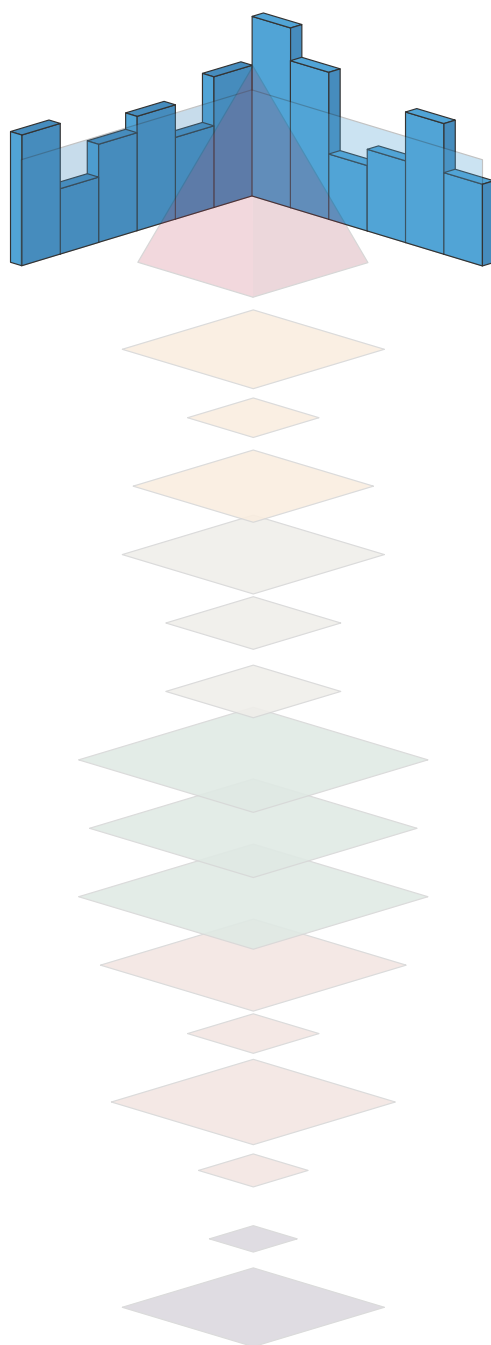


3,33

## SCORE DE RÉSILIENCE



 **MADAGASCAR**



**3,33**  
**SCORE DE RÉSILIENCE**

154<sup>e</sup> sur 193 pays  
32<sup>e</sup> sur 54 pays africains  
9<sup>e</sup> sur 13 pays d'Afrique australe

|  |      |
|--|------|
| LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE              | 4,00 |
| TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS | 2,00 |
| COOPÉRATION INTERNATIONALE                       | 3,00 |
| POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES            | 3,50 |
| SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION                  | 2,50 |
| FORCES DE L'ORDRE                                | 4,00 |
| INTÉGRITÉ TERRITORIALE                           | 5,50 |
| LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT             | 4,50 |
| CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE            | 2,00 |
| SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS              | 2,50 |
| PREVENCIÓN                                       | 4,00 |
| ACTEURS NON ÉTATIQUES                            | 2,50 |

**5,58**  
**SCORE DE CRIMINALITÉ**

|                           |      |
|---------------------------|------|
| MARCHÉS CRIMINELS         | 5,27 |
| ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ | 5,90 |

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

Madagascar est touché par la traite des personnes, notamment sous la forme de travail forcé et d'exploitation sexuelle des enfants, ce qui en fait un pays d'origine et de destination pour ces crimes. Les trafiquants profitent des pratiques traditionnelles telles que les mariages arrangés et l'achat de mariée pour exploiter les filles dans le cadre de la traite à des fins d'exploitation sexuelle des enfants. La complicité de fonctionnaires est alléguée, car ils fourniraient dans certains cas des cartes d'identité nationales et des certificats de naissance falsifiés aux trafiquants. Les agences de recrutement locales sont également impliquées dans la traite des personnes, seules quelques agences étant légalement enregistrées. La dégradation de la situation économique dans le pays a conduit certains parents à vendre leurs enfants pour survivre financièrement. Les mines et les sites d'exploitation forestière sont des lieux particulièrement touchés par l'exploitation sexuelle des enfants. En raison de la pandémie de COVID-19, les trafiquants sexuels exploitent de plus en plus les femmes et les enfants en ligne. Dans certains cas, ils leurrent des femmes des provinces rurales vers la capitale Antananarivo en leur promettant un emploi, souvent par le biais de fausses offres d'emploi sur les réseaux sociaux.

Madagascar est un pays source pour le trafic d'êtres humains, qui est principalement facilité par des agences de recrutement non enregistrées et des fonctionnaires corrompus qui fournissent de faux papiers d'identité aux passeurs et aux trafiquants. La taille du marché illicite est difficile à estimer et les agents de l'État ne font souvent pas la distinction entre la traite des personnes et le trafic d'êtres humains. Les personnes transportées clandestinement par voie aérienne transitent généralement par les Comores, les Seychelles, l'île Maurice et le Kenya. Par ailleurs, le trafic d'êtres humains par voie maritime vers les Comores et le département français de Mayotte à partir de l'île de Nosy Be est en augmentation et implique des Malgaches ainsi que des ressortissants étrangers de la région des Grands Lacs africains.

Le racket d'extorsion et le chantage à la protection ne sont pas très répandus, bien que des cas aient été confirmés à Betroka, dans le sud de Madagascar. Le banditisme de grand chemin est répandu dans tout le pays, en particulier sur les grands axes routiers la nuit. Les enlèvements sont rares, à l'exception des enlèvements au sein de communautés malgaches riches et plus petites et de la communauté indo-pakistanaise, et occasionnellement des expatriés.

Ces enlèvements sont généralement motivés par des raisons économiques et se terminent par le versement d'une rançon et la libération de la victime.

### COMMERCE

La situation géographique de Madagascar, entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie, rend le pays vulnérable au trafic d'armes international, mais les défis actuels concernent principalement la circulation interne des armes liées aux bandits qui volent le bétail dans les zones rurales. Ces groupes sont devenus plus dangereux en raison de la prolifération des armes légères et de petit calibre. Les autorités locales sont soupçonnées de faciliter ce commerce, les bandits se procurant leurs armes auprès d'officiers des forces armées qui vendent des armes non enregistrées ou perdues. L'utilisation d'armes à feu dans le pays est liée aux enlèvements, au banditisme, à la piraterie, à la contrebande et à d'autres activités criminelles. Malgré l'augmentation des cas d'attaques armées à Madagascar, les autorités n'ont pas été en mesure d'identifier les groupes criminels à l'origine de cette tendance.

Madagascar est confronté au problème des produits de contrefaçon, ces produits étant facilement accessibles sur les marchés locaux et les autorités faisant preuve d'un manque de volonté pour contrôler ces activités. Il n'y a pas de poursuites pénales contre les agents de douane corrompus qui autorisent l'importation de ces produits dans le pays, ce qui fait de la fraude douanière une faiblesse importante. Les cigarettes illégales sont les produits soumis à accise les plus couramment échangés à Madagascar, et la contrebande se fait souvent par le biais du fret maritime conteneurisé et du fret aérien. Les autorités malgaches ont pris des mesures pour augmenter les recettes fiscales, notamment en mettant en œuvre des mesures pour augmenter et appliquer efficacement les accises sur le tabac et l'alcool, mais le commerce illicite de ces marchandises reste un problème.

### ENVIRONNEMENT

L'exploitation illégale et le trafic de bois précieux, en particulier de bois de rose, persistent à Madagascar en raison de la corruption et de la protection politique de haut niveau. Le gouvernement ne contrôle qu'un faible pourcentage du stock de bois estimé, le reste étant supposé être entre les mains de barons du bois et échappant à la surveillance du gouvernement. La proposition du gouvernement malgache de vendre les stocks de bois de rose récolté illégalement qu'il a saisi a été critiquée par les groupes de protection de la nature, car cela pourrait entraîner le blanchiment de bois de rose illégal sur les marchés légaux. L'approche propose d'utiliser le bois de rose saisi pour le commercialiser.

localement et autorise le bois de rose à quitter l'île dans des cargaisons de moins de 10 kilogrammes, ce qui a pour effet de supprimer le garde-fou consistant à vérifier, inventorier et marquer les stocks avant utilisation, ce qui est essentiel pour éviter le blanchiment à grande échelle. Le commerce illicite du bois de rose est déjà souvent lié au blanchiment d'argent et à la corruption, et les activistes qui font campagne contre ce commerce ont été victimes de harcèlement, de menaces et de violences. Les marchés du bois de rose et de la vanille sont étroitement liés, car la région de la Sava au nord de l'île est la principale zone de production des deux produits, et les principaux négociants de bois de rose illicite ont également investi massivement dans le marché de la vanille.

La biodiversité unique de Madagascar en a fait un pays source majeur pour le trafic d'espèces, le braconnage pour la viande de brousse et la médecine traditionnelle conduisant de nombreuses espèces au bord de l'extinction. Les lémuriens, les tortues, les reptiles, les geckos, les serpents et les perroquets sont les animaux les plus trafiqués à Madagascar. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) est également très répandue dans le pays, les hippocampes et autres poissons exotiques étant souvent la cible des criminels. L'Asie et le Moyen-Orient sont les principaux marchés de destination des espèces sauvages trafiquées à partir de Madagascar. Le trafic de tortues à socs a décimé les populations, et il n'en reste plus que quelques-unes à l'état sauvage. La faible gouvernance, les crises actuelles et la corruption à Madagascar facilitent ce commerce illégal, et la destruction des moyens de subsistance oblige les individus à se tourner vers ce marché.

L'exploitation minière illégale est un problème persistant à Madagascar, en particulier pour l'or et les pierres précieuses. Malgré la suspension par le gouvernement des exportations légales d'or, de grandes quantités d'or quittent le pays en contrebande, souvent à destination de Dubaï par voie aérienne. L'exploitation minière illégale est préjudiciable à l'environnement, l'utilisation du mercure contaminant les écosystèmes d'eau douce et entraînant la déforestation, l'érosion des berges des rivières et laissant des puits abandonnés. La corruption et la traite des personnes existent sur les sites miniers. Les pierres précieuses sont trafiquées vers le Sri Lanka, la Thaïlande étant une autre destination importante. Le marché des pierres précieuses est particulièrement préoccupant en raison de ses liens avec le travail des enfants, et l'extraction des pierres précieuses cause d'importants dommages à l'environnement. L'exploitation minière illégale est de plus en plus répandue à mesure que la pauvreté augmente à Madagascar, les forêts sont décimées et la population locale est exploitée par ce commerce, plutôt que d'en bénéficier.

## DROGUES

Le trafic d'héroïne à Madagascar s'est traditionnellement limité à des activités de transit, mais des développements récents suggèrent qu'il existe désormais un marché intérieur de l'héroïne en rapide expansion. Des rapports indiquent une augmentation de la consommation d'héroïne dans diverses régions, ainsi qu'une baisse significative des prix de l'héroïne. La majeure partie de l'héroïne qui entre à Madagascar provient d'Afghanistan et d'Iran, le Kenya, la Tanzanie et le Mozambique servant de points de transit. En raison des conflits en Afrique continentale et des efforts croissants pour stopper les flux en provenance du Kenya, de la Tanzanie et du Mozambique, Madagascar est de plus en plus impliqué dans le trafic d'héroïne. En général, de grosses cargaisons d'héroïne arrivent à Madagascar et sont ensuite divisées en lots plus petits pour faciliter leur transport vers d'autres îles de l'océan Indien telles que Maurice et les Seychelles, ainsi que vers l'Afrique du Sud et le Mozambique par voie maritime.

Madagascar est un pays de transit pour le trafic de cocaïne, mais dans une moindre mesure que pour l'héroïne. Ce trafic s'effectue principalement par voie maritime. Même si la consommation locale est en hausse, elle reste faible car la situation économique du pays rend la cocaïne inabordable pour la majorité de la population. En ce qui concerne le cannabis, Madagascar est une source et un point de débordement important dans la région, avec une culture et un usage domestiques répandus. La production nationale de cannabis n'alimente pas seulement la consommation nationale, mais des quantités substantielles sont également envoyées vers d'autres îles de l'océan Indien, ce qui fait de Madagascar l'un des principaux lieux de saisie de cannabis en Afrique. Les régions productrices de cannabis abritent des groupes de trafiquants armés, et la culture reste une cause majeure de déforestation dans les forêts du nord. Le commerce de cannabis est une source de revenus dans les régions pauvres et est facilité par la population locale et les fonctionnaires corrompus. Les adolescents locaux aident les producteurs de cannabis dans les champs et pour le transport vers et depuis les sites de collecte.

Madagascar reste principalement un point de transit pour les drogues de synthèse, car la consommation locale est faible. Les autorités ont reconnu l'existence d'un trafic limité de méthamphétamine, mais aucune statistique significative n'a été publiée. En revanche, la consommation de cannabinoïdes de synthèse est en hausse, mais elle reste négligeable, et elle est plus importante dans les îles voisines comme Mayotte et Maurice.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

L'accès aux services internet est limité dans le pays, et bien qu'il y ait peu d'informations disponibles sur la cybercriminalité, des cas récents ont suscité des inquiétudes parmi les dirigeants du gouvernement et les utilisateurs, ce qui a entraîné des appels à l'amélioration des mesures

de cybersécurité. Les utilisateurs ont exprimé le besoin de mesures de sécurité plus fortes pour protéger leurs transferts d'argent mobile, tandis que les dirigeants sont de plus en plus préoccupés par le piratage, les attaques par déni de service distribué et le vandalisme des sites web.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière, telle que la fraude fiscale, la fraude aux marchés publics, l'appropriation fiscale et la fraude douanière, est un problème majeur à Madagascar. Les rapports suggèrent que le pays doit prendre des mesures fortes contre les cas de corruption à grande échelle, en particulier en ce qui concerne les marchés publics. Bien que certains efforts aient été faits pour résoudre ces problèmes, on pense que la corruption a augmenté pendant la pandémie de COVID-19. Les processus de dédouanement à Madagascar sont particulièrement sensibles à la corruption systémique en raison de l'implication d'un petit nombre d'acteurs, des enjeux élevés, de l'absence de sanctions en cas de faute, des menaces des opérateurs économiques et de la faiblesse des rémunérations. Bien que les droits de douane représentent une part importante des recettes fiscales globales du pays, la fraude aux droits de douane est importante.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

La corruption est profondément enracinée à Madagascar, des fonctionnaires étant impliqués dans des activités criminelles organisées telles que les enlèvements à main armée, le vol de bétail, le trafic d'armes et le trafic de stupéfiants. Des officiers de l'armée à la retraite et des dirigeants locaux ont également été impliqués dans le vol de bétail. La petite corruption est courante dans les services publics, l'administration et la police, et les niveaux de corruption sont particulièrement élevés dans le secteur des ressources naturelles. Des membres de l'élite politique et économique du pays participeraient à des réseaux de trafic, notamment d'or et de bois de rose, et utiliseraient leur influence politique pour protéger les réseaux criminels et perturber les enquêtes. La corruption est un facteur important dans le commerce illégal des espèces de tortue

menacées d'extinction à Madagascar. En outre, le secteur privé malgache est de connivence avec les agents de l'État pour échapper aux taxes et aux douanes et pour obtenir des contrats publics. Certains politiciens sont accusés d'être des barons du bois et de posséder des entreprises dans la chaîne d'approvisionnement, dont une grande partie est illégale. Des rapports font état du blanchiment de vanille volée dans les chaînes d'approvisionnement internationales, et la suspension des exportations légales d'or par le gouvernement pendant le confinement dû au COVID-19 a entraîné l'utilisation de jets privés pour le trafic d'or, les principaux trafiquants étant propriétaires de compagnies de jets privés ou ayant des liens avec elles.

Les acteurs étrangers continuent de jouer un rôle majeur dans les activités illicites de Madagascar, avec des hommes d'affaires d'Asie de l'Est impliqués dans le commerce illégal du bois, et des ressortissants chinois, consommateurs de méthamphétamine, qui pratiquent la pêche INN. Des ressortissants d'Afrique de l'Ouest sont impliqués dans le trafic de drogue, et des ressortissants français et italiens sont connus pour être des clients importants dans l'industrie du commerce sexuel des enfants. Les réseaux criminels nationaux se livrent également à diverses activités illégales telles que la traite des personnes, le trafic de drogue et le commerce illégal de l'or, des tortues et du bois. Les réseaux de trafic de drogue, dominés par des personnages clés qui contrôlent le marché depuis des années, coordonnent le transit des drogues illicites par Madagascar et collaborent avec les réseaux de distribution locaux. À Madagascar, les groupes de type mafieux se composent de bandits armés connus sous le nom de dahalo, qui sont principalement impliqués dans les razzias de bétail, ainsi que de groupes familiaux de type mafieux qui sont surtout répandus dans les zones rurales. Au départ, les dahalo étaient des hommes issus de populations marginalisées qui volaient quelques zébus (bétail) pour les offrir aux parents de leurs épouses, mais des groupes organisés ont ensuite commencé à voler des centaines de têtes de bétail. Ces groupes ne forment pas une organisation cohérente, mais sont plutôt fragmentés, avec des chefs bien définis, et se heurtent de plus en plus aux forces de l'ordre. Dans les zones urbaines, les activités des gangs se limitent à des enlèvements et à des attaques armées dans des zones spécifiques.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le gouvernement malgache est largement inefficace dans la lutte contre la criminalité organisée en raison de ressources insuffisantes et du démantèlement d'initiatives importantes. Toutefois, le gouvernement a été félicité pour

ses efforts de lutte contre la criminalité liée à la faune et à la flore, notamment la création d'une unité de lutte contre la corruption et de partenariats avec des ONG. Malgré ces efforts, le pays a été critiqué pour son manque de progrès dans la poursuite en justice de membres de haut niveau des réseaux de trafic de bois de rose et pour sa gestion des

dahalo. Dans l'ensemble, la gouvernance s'est légèrement détériorée ces dernières années. Madagascar continue d'être confronté à la corruption généralisée au sein de son appareil d'État à différents niveaux. Les garde-fous contre la corruption sont inadéquates et l'agence de lutte contre la corruption enquête rarement sur les personnes haut placées. Il a été signalé que des législateurs avaient accepté des pots-de-vin, mais aucune affaire n'a été ouverte contre eux. En outre, le gouvernement manque de transparence et les fonctionnaires ne respectent pas les réglementations telles que les déclarations de patrimoine. L'exécutif est intervenu dans le système judiciaire dans des affaires telles que le blocage de la publication des rapports d'audit sur les fonds liés à la pandémie de COVID-19. Ce manque de transparence et de séparation des pouvoirs a érodé la confiance dans le gouvernement, entraînant une augmentation de la justice populaire.

Madagascar a ratifié les traités internationaux relatifs à la criminalité organisée transnationale et a conclu des accords d'extradition et d'entraide judiciaire mutuelle avec d'autres pays. Cependant, les efforts de lutte contre la criminalité organisée sont principalement soutenus par des organisations internationales et des gouvernements étrangers en raison d'un manque de capacités et de fonds. Bien que le gouvernement malgache s'efforce de s'intégrer à la scène internationale, son engagement à s'attaquer à des problèmes tels que la corruption et le trafic d'espèces sauvages est insuffisant. La mise en œuvre des politiques et des lois nationales de lutte contre la criminalité est faible. Bien que des lois aient été approuvées concernant la cybersécurité et la cybercriminalité, elles n'ont pas de décrets d'application, et il n'existe pas de stratégie nationale pour lutter contre la criminalité organisée.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire malgache est fortement influencé par des intérêts privés et des pressions politiques, ce qui compromet sa capacité à lutter contre la criminalité organisée. Des personnalités publiques ont été accusées d'interférer dans le système judiciaire et même de harceler et de menacer les juges, les magistrats et les avocats. Les taux de condamnation pour la traite des personnes, le trafic de drogue et d'autres crimes organisés sont très faibles, et la culture générale d'impunité favorise les activités criminelles dans tout le pays. Bien que le gouvernement ait alloué davantage de fonds au système judiciaire ces dernières années, celui-ci manque toujours de financement et de formation adéquats. Le système pénitentiaire malgache est inadéquat et souffre d'une forte surpopulation.

L'application de la loi à Madagascar reste un défi, notamment en raison de la corruption généralisée et des ressources limitées. Les réseaux criminels profitent de ces facteurs pour faire entrer et sortir des marchandises illicites du pays. Bien qu'un groupe de travail sur le bois précieux malgache ait été créé, ses pouvoirs sont limités et certains de ses

membres ont été impliqués dans des affaires de corruption. Le manque de collaboration et de confiance entre les organes des forces de l'ordre constitue un obstacle majeur, et les fuites révélant les raids et les opérations planifiés entravent l'efficacité des forces de l'ordre. Récemment, les dahalo sont devenus plus agressifs et plus puissants, et les forces de l'ordre ont répondu à leurs attaques par un usage excessif de la force. En outre, l'approche du gouvernement malgache en matière de lutte contre le trafic et la consommation de drogues est fortement axée sur la réduction de l'offre, tandis que la réduction des risques et les réponses fondées sur la santé à la consommation de drogues ne sont pas généralement pratiquées. Malgré cela, le pays a fait preuve d'un engagement et d'une détermination générale dans le domaine de l'application de la loi.

La capacité de Madagascar à contrôler ses frontières est largement inefficace, gangrenée par la corruption et manquant de ressources. Le trafic de produits forestiers protégés par les petits ports est courant en raison de la corruption de la police, de l'armée et des douaniers qui acceptent des pots-de-vin. Les zones rurales, où le banditisme et le vol de bétail à main armée sont monnaie courante, sont difficiles d'accès pour les forces gouvernementales, ce qui se traduit par une surveillance minimale de l'État. L'absence de mesures efficaces pour lutter contre les violations territoriales a permis aux réseaux criminels d'opérer en toute impunité, entravant la capacité de Madagascar à contrôler les activités de trafic. Les restrictions budgétaires du gouvernement ont eu un impact négatif sur la capacité des officiers à acheter du carburant pour les patrouilles côtières à Hell-Ville sur Nosy Be. Malgré ces difficultés, le pays a fait des efforts pour lutter contre la criminalité organisée le long de ses frontières et les capacités de contrôle maritime ont été légèrement améliorées.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Madagascar prend des mesures pour mettre à jour son cadre juridique afin de réduire le blanchiment d'argent. Cependant, le pays reste classé comme un pays à haut risque pour ce type de criminalité en raison de plusieurs défis auxquels le gouvernement est confronté. Les autorités ont identifié l'industrie textile, l'importation de matériaux de construction, l'exportation de produits de rente et le secteur commercial comme les domaines les plus touchés par la criminalité organisée. Bien que le nombre de cas de blanchiment d'argent détectés à Madagascar ait augmenté de manière significative, les fonctionnaires de police manqueraient d'expertise et de formation pour enquêter efficacement, et le système judiciaire manquerait de ressources et de volonté politique pour poursuivre les délits de blanchiment d'argent.

La faiblesse de l'environnement réglementaire et des politiques économiques a contribué au faible développement économique de Madagascar. L'impact socio-économique



de la pandémie de COVID-19 a exacerbé la situation, de nombreuses personnes se tournant vers des activités criminelles pour gagner leur vie. En raison de l'importance de l'économie informelle et des services financiers limités du pays, il est difficile de suivre et de contrôler les transactions corrompues. En outre, le manque d'investissements dans les infrastructures et les cadres juridiques a rendu difficile d'attirer des investissements dans le secteur privé. Les cyclones récents ont partiellement affecté les cultures de vanille, ce qui pourrait entraîner une réduction de la récolte et une augmentation du vol de vanille. Néanmoins, le gouvernement a pris des mesures pour encourager la création et l'expansion des entreprises par le biais d'incitations fiscales attrayantes et d'opportunités d'investissement étranger.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La capacité de Madagascar à protéger les victimes reste limitée et, malgré certains efforts, la situation ne s'est pas améliorée de manière significative. Le gouvernement a mis en place des centres de soutien aux victimes pour fournir une assistance aux victimes de l'exploitation sexuelle des enfants et de la violence fondée sur le genre, et a rapatrié des victimes étrangères de la traite des personnes. Cependant, le gouvernement n'a pas poursuivi ou condamné de trafiquants. L'absence de procédures opératoires standardisées pour identifier les victimes au niveau local et à l'étranger, ainsi que le manque de coordination entre les acteurs responsables, font que de nombreuses victimes ne sont pas identifiées. En outre, le gouvernement n'a pas mis en œuvre la disposition permettant aux victimes d'obtenir une restitution, et les tribunaux de Toliara ont refusé d'indemniser des enfants victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle parce qu'ils n'avaient pas de certificat de naissance ni de carte d'identité nationale.

Les efforts pour prévenir la criminalité organisée à Madagascar sont principalement axés sur les campagnes de sensibilisation et la coopération avec les organisations internationales et les gouvernements. Malgré ces efforts, la mise en œuvre reste un défi important et peu d'inspections ou de contrôles sont en place. Le gouvernement a interdit aux citoyens malgaches de voyager vers les pays du Golfe pour devenir employés de maison afin de lutter contre la traite des personnes, mais le financement des programmes de lutte contre la traite n'a pas été débloqué ces dernières années, ce qui a conduit à l'annulation de nombreuses activités prévues. En outre, la situation économique du pays, caractérisée par une pauvreté généralisée et une grave sécheresse, contribue à la criminalité liée à la flore et à la faune.

La liberté d'expression à Madagascar s'est détériorée ces dernières années. La criminalisation du journalisme en raison des enquêtes sur la gestion de la pandémie par le gouvernement a limité le débat public et les reportages sur la corruption et les abus de pouvoir. Les activistes et les lanceurs d'alerte qui dénoncent les activités illégales et la

corruption sont victimes d'intimidation, de harcèlement et de violence, et sont souvent accusés de rébellion et d'insulte à l'égard des agents publics. Malgré le rôle important de la société civile dans la lutte contre la criminalité organisée, y compris la dénonciation, l'application de la loi et la prévention, le gouvernement malgache ne tient pas les organisations de la société civile en haute estime, et des militants écologistes ont été assassinés. La communication entre les représentants du gouvernement, les médias et les ONG est entravée par des conflits d'intérêt. Bien qu'il n'y ait pas de rapports officiels indiquant que le gouvernement surveille les activités en ligne, une loi sur la cybercriminalité interdit la diffamation en ligne et a été utilisée pour poursuivre les utilisateurs des réseaux sociaux.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*